

Introduction.

L'erreur de jugement de nos dirigeants

*La vanité française consiste à se reprocher toutes les fautes,
sauf la faute décisive : la paresse de pensée.*

Raymond Aron

Les erreurs de jugement ont souvent coûté cher à la France.

Les dirigeants du Second Empire ne prirent pas assez la mesure de la menace prussienne; en 1870, les troupes françaises se battaient à un contre deux, appuyées par une artillerie inférieure à celle de l'adversaire; quant aux chefs, les routines administratives avaient rétréci leurs vues et amorti leurs audaces; deux semaines seulement après avoir déclaré la guerre, Napoléon III capitulait à Sedan.

En 1914, la meilleure préparation de l'armée allemande et sa supériorité technique permit au Reich de s'emparer, au début du conflit, de la portion la plus industrialisée du territoire français; il fallut la désobéissance du général von Kluck et la persévérance du général Joffre pour que Paris ne tombe pas dès le mois de septembre; quatre années de massacres seront nécessaires pour récupérer ce qui avait été perdu.

Dans les années 1920 et 1930, les officiers français, marqués par le souvenir de la Grande Guerre, s'étaient préparés à défendre un front continu; las! en 1940 les Allemands, tirant parti des possibilités offertes par les nouveaux armements, leur imposèrent un tout autre tempo; au mois de mai, une semaine après avoir franchi la Meuse, sept divisions blindées atteignaient la Manche et prenaient au piège des centaines de milliers de soldats autour de Dunkerque; un mois plus tard, le gouvernement provisoire signait l'armistice.

Il n'y avait pourtant pas de fatalité.

Les combattants français ne manquaient pas de valeur. Si la corruption morale du pays et l'esprit de jouissance furent mis au banc des accusés, ce n'est pourtant pas à eux que l'on peut imputer nos erreurs. En réalité, comme l'ont souligné des auteurs tels qu'Ernest Renan, Marc Bloch et Charles de Gaulle, notre faiblesse était d'abord une faiblesse d'ordre *intellectuel* : nos idées gardaient chaque fois une guerre de retard !

* *

Il est heureux que notre pays ne vive plus autant qu'autrefois dans la crainte d'une invasion armée; à brève échéance, notre sort ne paraît pas devoir se décider sur une percée hardie ou sur une ultime résistance.

Néanmoins, la France continue de jouer très gros. Si nous prenons les mauvaises décisions politiques dans la période à venir, le pays pourrait tout à fait connaître le déclassement, l'instabilité politique, voire les luttes fratricides.

Une fois de plus, nous sommes à une heure de grands périls et de grands choix. Aussi importe-t-il beaucoup de ne pas nous tromper dans le diagnostic et les remèdes.

Hélas ! il me semble que, cette fois encore, nos dirigeants sont dans l'erreur, car leurs idées marquent un temps de retard sur le cours des choses.

Comprenons-nous bien. Je ne crois pas que les gouvernants français manquent de bonne volonté ou de capacités intellectuelles; ils ont probablement assez d'expertise et assez de morale pour accomplir leur tâche. Cependant, comme le révèle l'amoncellement des difficultés, tout cela ne saurait suppléer à l'obsolescence de leur *jugement* sur notre situation.

Pour le dire d'un mot : nos dirigeants attendent des miracles de politiques de compétitivité qui ne sont plus en phase avec les défis que nous avons à relever.

Le tournant manqué de la compétitivité

[...] l'unanimité est presque toujours un signe de servitude.

Germaine de Staël

Après la Seconde Guerre mondiale, le profond renouvellement des idées et des élites a permis un redressement impressionnant du pays, en l'espace de seulement quelques décennies.

Malgré le souvenir de l'effondrement de 1940, malgré la honte de la collaboration, malgré les violences de la décolonisation, malgré les dangers de la guerre froide, le pays a modernisé son agriculture, a développé son industrie, a conquis la maîtrise des technologies de pointe, a institué un gouvernement stable et énergique et a maintenu une certaine cohésion entre les différentes classes sociales. Bref, en France, les Trente Glorieuses ont assez bien mérité leur nom.

Mais, autant la France a réussi son après-guerre, autant elle a plutôt raté les décennies suivantes, au tournant des années 1970-1980.

Notre taux d'endettement a été multiplié par six en quarante ans, les déficits commerciaux s'accumulent depuis une vingtaine d'années, nos industries ont été largement délocalisées, nous n'avons pas réussi à nous imposer dans les nouvelles technologies, le chômage de masse s'est installé durablement, la précarité a augmenté et les politiques de restriction budgétaire ont accéléré la dégradation de nos services publics et le déclassement du pays.

Bien sûr, il faut le souligner, grâce à la mondialisation, notre abondance matérielle est plus grande qu'il y a quatre ou cinq décennies. Toutefois, il reste que les Français n'ont pas du tout l'impression de vivre mieux qu'avant. Ainsi, une étude de l'INSEE montrait qu'en 2019 (soit avant la nouvelle crise) le sentiment de contrainte sur le budget avait beaucoup augmenté pour les ménages populaires par rapport à 1979!

Dans un tel contexte, il n'y a rien d'étonnant à ce que les divisions se creusent, qu'elles soient sociales, territoriales ou identitaires ; même nos institutions politiques sont regardées avec de plus en plus de suspicion. S'est-on déjà trouvé si mal après tant d'années de paix ?

* *

Comment expliquer cet échec ? Pour bon nombre de gouvernants, il faut revenir au tournant manqué de la compétitivité.

Les Trente Glorieuses ont pris fin parce qu'un nouveau contexte s'est cristallisé autour des années 1970 et 1980 : chocs pétroliers, déclin de l'URSS, rattrapage économique accompli, besoin d'innovation à la frontière technologique, émergence de l'Asie dans la mondialisation, etc.

Or, les dirigeants français n'ont pas su s'adapter aux nouvelles idées et aux nouvelles actions qu'exigeait ce contexte inédit. Le cas emblématique – celui qui reste dans toutes les mémoires – est la politique menée au début du premier mandat présidentiel de François Mitterrand. Les réformes d'inspiration keynésienne conduites en 1981 n'étaient plus du tout en phase avec le niveau d'ouverture internationale de la France de l'époque ; elles débouchèrent alors sur la hausse du déficit public, du déficit commercial (avec un déficit industriel record de plus de 4 % du PIB en 1982) et du chômage.

Est-ce que cet échec était inéluctable ? Pas forcément¹. Mais à partir du moment où les gouvernants firent le choix de l'adaptation à la mondialisation et de l'intégration européenne², la compétitivité de l'économie française devint nécessairement un impératif majeur³. « On ne peut pas jouer l'économie ouverte avec les règles de l'économie fermée⁴ ».

Ici, le clivage entre la gauche et la droite a peu à peu perdu sa consistance. Certes, le Parti socialiste n'a jamais assumé publiquement le « tournant de la rigueur » de 1982-1983, certes, ses cadres ont longtemps continué à employer une rhétorique de rupture, avec une tonalité très antilibérale, mais, dans les faits, le parti s'est rallié progressivement à l'impératif de compétitivité. En 1986, François Hollande écrivait déjà dans un article : « La contrainte extérieure décide de tout [...] ». François Mitterrand confiait en 1988 à Alain Duhamel : « [...] j'ai appris que la réalité résistait à la volonté politique⁵ ».

D'ailleurs, si l'immense majorité des responsables politiques de droite et de gauche se sont ralliés à la construction d'une Union

1. Fabien Escalona et Romaric Godin, « 1981-83 : pourquoi le renoncement économique n'était pas inéluctable », *Mediapart*, 09/05/2021.

2. « [...] pour François Mitterrand, l'avenir de l'Europe était désormais plus important que le projet socialiste » (Michel Winock, *François Mitterrand*, Paris, Gallimard, 2015, p. 278).

3. D'après l'outil de Google « Books Ngram Viewer », le mot compétitivité a commencé à être employé dans le corpus francophone dès les années 1960, mais son usage a surtout décollé dans les années 1970 et 1980.

4. Élie Cohen et Pierre-André Buigues, *Le décrochage industriel*, Paris, Fayard, 2014, p. 344.

5. Jacques Attali, *Verbatim* (tome II), Paris, Fayard, 1995, p. 484.

européenne d'inspiration libérale, malgré la réticence de plus en plus visible des classes populaires, c'est notamment parce que cette Europe permettait de faire entrer une France un peu trop frileuse dans le grand bain de la concurrence internationale. « La plupart des disciplines que la France s'est donnée et a été obligée d'accepter sont venues de la contrainte européenne » (Pascal Lamy); « La monnaie unique, c'est le point ultime qui permet d'encadrer la France dans un système l'obligeant à se réformer de l'intérieur » (Alain Minc)⁶.

Aujourd'hui encore, beaucoup de dirigeants politiques, de hauts fonctionnaires, de cadres d'entreprise, d'éditorialistes, d'économistes et d'experts vivent dans le souvenir de ce tournant manqué de la compétitivité, un tournant que d'autres pays ont apparemment mieux su négocier que nous.

Les Britanniques et les Américains ont entrepris, dès les années 1980, de profondes réformes qui ont permis de créer de nouveaux emplois, au prix d'une très forte hausse des inégalités. Les pays scandinaves se sont adaptés à la nouvelle conjoncture dans les années 1990, grâce à d'importants investissements dans l'éducation et la recherche, afin de stimuler la compétitivité « hors prix » (qualité des produits, innovation, montée en gamme). Quant à l'Allemagne, au début des années 2000, elle a mené une politique de modération salariale (et de contraction de la demande) au service de l'expansion de son industrie.

Par comparaison, la France donne l'impression d'avoir essuyé une véritable « défaite ». Et nos gouvernants se sont mis en tête de laver à tout prix cet affront. En lisant les rapports de la Cour des comptes, de la Banque de France, du Conseil d'analyse économique ou de France Stratégie, on s'aperçoit que la problématique de la compétitivité occupe encore une place centrale.

Cependant, même si l'on valide cette lecture du tournant manqué de la compétitivité, il faut se demander si une orientation politique qui s'est imposée dans les années 1980 reste toujours pertinente au début des années 2020, dans une conjoncture presque entièrement différente...

Autrement dit, la colère de nos dirigeants face à l'échec de la France sur le terrain de la compétitivité ne les conduit-elle pas, cette fois encore, à se lancer dans la bataille avec une « guerre » de retard ?

6. Ces deux citations viennent de Benoît Collombat et Damien Cuvillier, *Le Choix du chômage*, Paris, Futuropolis, 2021, p. 234.

Les impasses des politiques de compétitivité

*L'objectif de compétitivité est un objectif prioritaire
du prochain quinquennat.*

Institut Rexecode, février 2022

Depuis le rapport de la Commission pour la libération de la croissance française présidée par Jacques Attali (2008) et le Pacte pour la compétitivité de l'industrie française de Louis Gallois (2012), la France s'est explicitement donné pour objectif de rattraper son retard. Emmanuel Macron, ancien rapporteur général adjoint de la Commission Attali, a lui-même fait de la compétitivité de l'économie française un axe central de sa présidence.

En quoi consistent ces politiques de compétitivité ? Il s'agit d'adapter le système productif français à la concurrence étrangère, notamment à la concurrence sur les prix.

Pour cela, les gouvernants misent sur la réduction du coût du travail (baisse des cotisations sociales, prime d'activité), sur la flexibilité de la main-d'œuvre (réformes du Code du travail), sur la réduction de la fiscalité des entreprises et du capital (diminution de l'impôt sur les sociétés, transformation de l'ISF, *flat tax*), et, enfin, pour financer ces réformes onéreuses pour les caisses de l'État, l'exécutif prend des mesures d'économies (rabort, gel du point d'indice de la rémunération des fonctionnaires). Dans les discours, on insiste également beaucoup sur la nécessité d'améliorer la compétitivité « hors prix » ; néanmoins, dans les faits, les contraintes sur les dépenses publiques ne permettent pas d'investir suffisamment dans la recherche ou la formation.

De tels efforts pèsent sur la population, mais, d'après nos dirigeants, l'équation est ultimement gagnante pour la France, puisque les politiques de compétitivité doivent déboucher sur la conquête de parts de marché à l'exportation, sur la réindustrialisation du pays, sur le plein-emploi et sur la prospérité de tous.

Très bien, mais où en est-on de ce beau programme ?

Le déficit commercial ne s'est pas du tout résorbé ; il a même atteint un record en 2020, puis de nouveau en 2021. Le fait est d'autant plus remarquable que tous les autres grands pays européens ont une balance extérieure excédentaire. Quoique le mouvement de désindustrialisation ait ralenti, nous avons quand même perdu 12 000 salariés dans le secteur manufacturier au cours

du dernier quinquennat. Début 2022, il y avait encore en France 2,2 millions de personnes au chômage, 1,8 million de personnes dans le « halo du chômage » (des gens souhaitant travailler, mais comptés comme inactifs) et 1,4 million de personnes en sous-emploi. Enfin, l'endettement public a augmenté d'environ 15 points de PIB depuis l'élection d'Emmanuel Macron⁷.

Mais alors, les Français sont-ils au moins devenus plus prospères ? Du point de vue matériel, sans doute. Cependant, le sentiment de contrainte sur les budgets a rarement été aussi fort. Avant même l'inflation consécutive à la guerre en Ukraine, le pouvoir d'achat occupait le premier rang des préoccupations au sein de la population. Début avril 2022, 92 % des Français déclaraient appartenir à la France mécontente, dont les deux cinquièmes se situaient résolument en contestation (Ipsos Sopra-Steria).

Les politiques de compétitivité n'ont donc pas du tout permis à la France de rétablir ses grands équilibres et de rendre la population plus satisfaite. Voilà pour ce que nous connaissons d'expérience.

Néanmoins, ce n'est pas fini, car se dressent devant nous les défis de notre temps : le retour dans les limites de la planète, le renforcement de notre indépendance extérieure et le rééquilibrage des rapports entre classes sociales.

Or, nous devons ouvrir les yeux : les politiques de compétitivité se montrent totalement impuissantes à relever ces défis ; loin de guérir le mal, elles l'aggravent !

L'accroissement de notre abondance matérielle multiplie les pressions sur l'environnement et nous éloignent de nos objectifs climatiques, l'obsession de l'efficacité économique mine notre aptitude à faire preuve de résilience et la spécialisation dans les activités de services à forte valeur ajoutée augmente inexorablement les inégalités.

Les performances économiques de l'Allemagne fascinent nos dirigeants ; en seulement vingt ans, ce pays est devenu le virtuose de la compétitivité. Néanmoins, ne nous laissons pas aveugler par ses succès. Dans le monde qui se dessine, l'éclat de son modèle a de grandes chances de se ternir.

L'exportation massive de biens industriels (en particulier des véhicules surdimensionnés), produits à partir d'une énergie trop carbonée, va directement à l'encontre des objectifs environnementaux, quels que soient les efforts de « verdissement » consentis par ailleurs ; la dépendance de l'Allemagne aux hydrocarbures russes, à ses fournisseurs et consommateurs chinois, ainsi qu'à ses protecteurs et

7. Sources : Douanes et INSEE.

acheteurs américains la rend très réticente à remettre en question le fonctionnement de l'économie mondiale et à envisager de construire une Europe stratégiquement autonome; quant à l'accroissement des inégalités, si elle ne pose pas encore de sérieux problèmes aux Allemands, c'est – pour le dire sans ambages – parce qu'ils s'enrichissent au détriment de leurs voisins.

L'Allemagne incarne un modèle impressionnant de compétitivité, mais un modèle tout à fait impossible à généraliser, et un modèle qui se révèle très peu adapté aux défis qu'il va nous falloir relever. Aussi me semble-t-il déraisonnable de chercher aujourd'hui à l'imiter.

* *

Voilà donc où nous en sommes.

D'une part, il existe un gouffre immense entre les promesses des politiques de compétitivité et les résultats que nous avons obtenus jusqu'ici en France. Et, d'autre part, le décalage ne cesse de s'agrandir entre des réformes qui ont été imaginées il y a près d'un demi-siècle et les défis auxquels nous devons maintenant faire face.

Malheureusement, les exécutifs qui se succèdent en France – de droite, de gauche ou du centre – n'ont jamais remis en cause nos orientations socio-économiques. Au moment de sa réélection, Emmanuel Macron a une fois de plus promis de changer de méthode, mais certainement pas de cap⁸.

Ces derniers temps, les élites françaises se sont plus reproduites qu'elles ne se sont renouvelées.

Cessons donc de vivre à l'ombre du tournant manqué de la compétitivité, comme si le monde ne s'était pas profondément transformé depuis lors. Déficits, inégalités, colère sociale, inaction écologique⁹, les difficultés accumulées plaident pour que l'on s'y prenne autrement. *Car on entend déjà, la révolte qui gronde*¹⁰.

8. Par contraste, mi-mai 2022, 66 % des Français voulaient un changement d'orientation politique (Elabe).

9. L'Autorité environnementale : « constate [...] un écart préoccupant entre les objectifs fixés à moyen et long terme, les ambitions affichées pour les atteindre et les actes censés les traduire » (ministère de la Transition écologique, « Rapport 2021 de l'Autorité environnementale », avril 2022, p. 5).

10. Aristide Bruant, *Le chant des Canuts*, 1894 (modifié par Yves Montand en 1955).

L'alternative de la sobriété

*[...] en matière d'évolution sociale il n'y a d'inévitable
que les choses qu'on pense être inévitables.*

Friedrich Hayek

Nous vivons actuellement au-dessus de nos moyens.

Le plus évident est que notre consommation matérielle dépasse de plus en plus les capacités de renouvellement de la planète. À côté de cela, en France, les déficits – déficit public et déficit commercial – se succèdent; enfin, nous n'investissons pas assez dans l'avenir : services publics et protection sociale pour assurer la cohésion du pays, transition écologique et résilience pour préparer le monde de demain.

Comment nos dirigeants répondent-ils à ces difficultés? Ils préconisent des réformes de compétitivité qui accentuent la pression sur les travailleurs (flexibilité, faible hausse des rémunérations) et augmentent les transferts (exonérations de cotisations sociales, prestations diverses), ce qui réduit inexorablement nos marges de manœuvre budgétaires. Puis, quand les contraintes sur le pouvoir d'achat deviennent insupportables pour les classes populaires, ils financent des dépenses de consommation – par exemple en subventionnant les carburants –, ce qui accroît le déficit public et déséquilibre un peu plus notre balance extérieure, sans profit sur le plan écologique.

Tel est le cercle vicieux dans lequel nous sommes pris.

Or, il faut comprendre que cette situation procède en grande partie d'une erreur de jugement. Laquelle? Nos dirigeants n'ont pas encore saisi que nos difficultés viennent principalement de notre *consommation*.

Pour l'écologie, c'est à peu près clair, il serait bon de réduire notre empreinte sur le monde (émissions de gaz à effet de serre, extraction de matière, production de déchets, etc.).

En matière de relations internationales, il apparaît désormais évident, même aux personnes hostiles à l'idée de sobriété, qu'une moindre dépendance aux hydrocarbures russes aurait permis de ne pas financer le régime de Vladimir Poutine. Cela ne semble d'ailleurs pas suffire pour que le gouvernement comprenne l'opportunité de lancer, dès maintenant, un grand plan de réduction de notre consommation de combustibles fossiles, comme au temps des chocs pétroliers.

Les choses ne s'arrêtent pas là.

Le déséquilibre structurel de notre économie vient également du fait que nous consommons trop par rapport à nos moyens, surtout dans une période qui appelle de grands investissements. L'économiste Patrick Artus déclarait en avril 2022 « Si l'on veut investir quatre points de PIB, il faut donc consommer quatre points de PIB de moins » (*Le Monde*). À l'horizon 2030, l'institut Rexecode (2022) chiffrait l'effort annuel à fournir en faveur de la transition écologique à 37 milliards d'euros pour les ménages et 43 milliards pour les administrations et les entreprises.

Autre sujet : le pays s'est peu à peu désindustrialisé parce que nous avons choisi de laisser les consommateurs se guider d'après la logique des prix bas. Cela a peut-être eu pour résultat d'accroître notre abondance matérielle, mais cela s'est largement fait au détriment des emplois de production en France, des emplois qui permettaient aux classes populaires de participer plus visiblement à la création de richesses dans le pays. Relocaliser des activités industrielles suppose donc d'accepter des prix plus élevés, et donc un effort sur la consommation pour absorber le surcoût.

Et le pouvoir d'achat ? Contrairement à ce que l'on entend souvent, il ne s'agit pas d'une question de confort matériel dans l'absolu. La génération précédente possédait moins de biens que la nôtre, mais elle était d'ordinaire plus satisfaite. Le problème vient en réalité de la tension entre un niveau de revenus qui tend à stagner (voire à régresser en bas de l'échelle sociale, surtout quand on tient compte des dépenses contraintes) et l'élévation continue de nos modes de vie.

Dans une conjoncture géopolitique incertaine, avec de graves menaces écologiques et des perspectives de croissance très faibles, vouloir régler le problème du pouvoir d'achat sans s'attaquer à la consommation, c'est tenter de remplir le tonneau des Danaïdes. Cela coûte cher à la collectivité (ce qui se traduit par de l'endettement) et les résultats ne sont pas au rendez-vous.

Bref, au lieu de se concentrer toujours sur la *production* et les *exportations*, nos gouvernants feraient bien de se souvenir que, dans un régime républicain, il est également indispensable de s'intéresser à la *consommation* et aux *importations*. Non pas pour relancer la demande, mais pour promouvoir des modes de vie plus sobres (en commençant par les classes supérieures), car nous vivons déjà au-delà de ce que nous pouvons nous permettre.

Aussi impensable que cela puisse paraître aux yeux d'une bonne partie des élites françaises, ce dont le pays a urgemment besoin, ce n'est pas de nouvelles réformes de compétitivité, c'est d'un vaste effort

de sobriété!

Mon ambition à travers ce livre – et cette ambition n’est pas mince – consiste à monter cela en ouvrant un peu le champ des possibles.

* *

Sur les questions écologiques, la notion de « sobriété » entre peu à peu dans le débat public. En France, des organisations comme Négawatt, l’ADEME ou le Shift Project explorent cette question depuis longtemps ; un certain nombre de chercheurs travaillent également sur le sujet.

La perspective d’une plus grande sobriété s’est récemment trouvée renforcée par le rapport d’avril 2022 du GIEC (Groupe d’experts intergouvernemental sur l’évolution du climat). Pour la première fois, le rôle que pourrait jouer une baisse de la demande dans la lutte contre le réchauffement climatique a été explicitement mis en avant.

Il y a peu, le terme de « sobriété » a été repris par des membres de l’exécutif en France, ce qui apparaît nouveau ; fin mai 2022, le journal *Le Monde* publiait une série d’articles sur la surconsommation, avec un éditorial ayant pour titre : « Sobriété : l’indispensable débat ».

Le concept commence même à entrer dans le champ du pensable au-delà des questions écologiques, ce qui est indubitablement une excellente chose. En mars 2022, à la suite de l’invasion de l’Ukraine, l’Agence internationale de l’énergie a publié plusieurs recommandations pour montrer comment les pays riches pouvaient réduire leur consommation de gaz et de pétrole grâce à des changements dans les modes de vie.

Mais que faut-il entendre exactement par « sobriété » ? Dans ce livre, j’emploie le mot dans son sens le plus large : plus de sobriété, c’est « moins de flux physiques (matière, énergie)¹¹ ».

Pourquoi diminuer les flux physiques ? Parce que ces flux se traduisent par de multiples impacts sur notre environnement : émission de gaz à effet de serre, déforestation, pollutions diverses, perturbation des cycles naturels (eau, azote, phosphore), déclin de la biodiversité, etc. L’enjeu est de diminuer notre empreinte environnementale sous toutes ses dimensions.

Certes, cette définition de la sobriété comme baisse des flux physiques laisse de côté ce qui caractérise la notion de « sobriété »

11. Jean-Marc Jancovici, dans The Shift Project, *Le plan de transformation de l’économie française*, Paris, Odile Jacob, 2022, p. 17. Cette définition « physique » de la sobriété contraste avec la « sobriété heureuse » de Pierre Rabhi qui « relève résolument du domaine mystique et spirituel » (*Vers la sobriété heureuse*, Arles, Actes Sud, 2010, p. 89).

au sens strict : une baisse de la *demande* de matériaux, d'énergie, de sols, d'eau et d'autres ressources naturelles, dans le but de vivre dans les limites planétaires (GIEC, 2022). Une telle baisse de la demande suppose, elle, un changement dans les modes de vie¹², au moins dans les pays riches, avec un effort du côté du consommateur.

Ainsi, la notion large de « sobriété » inclut des éléments qui ne font pas nécessairement partie de la « sobriété » au sens strict. L'utilisation de technologies ayant moins d'impact sur l'environnement (par exemple un véhicule électrique plutôt qu'un véhicule thermique pour les émissions de gaz à effet de serre) et l'obtention de gains d'efficacité (par exemple un meilleur rendement des moteurs) ne sont pas à proprement parler des éléments de sobriété. Ils limitent bel et bien les *flux physiques*, mais sans modification directe de la *demande* et des modes de vie.

Dans ce cas, pourquoi ne pas s'en tenir ici à la définition précise du terme de « sobriété » ? Pour deux raisons. D'une part, dans le débat public français, le mot « sobriété » s'est déjà imposé dans son acception la plus large. Quand le personnel politique parle de « sobriété » et de moindre consommation d'énergie, il s'agit presque toujours en réalité de mesures d'*efficacité* énergétique. Aussi bien chez Emmanuel Macron que chez Jean-Luc Mélenchon, l'un est souvent pris pour l'autre.

D'autre part, cette confusion ne me paraît pas si dommageable, car, en définitive, tout est lié. Si les technologies les moins nocives pour l'environnement ont du mal à s'imposer, c'est généralement parce qu'elles coûtent plus cher (au moins à l'achat, comme pour les véhicules électriques). Les adopter entraîne donc un surcoût qui doit être absorbé par un certain effort de sobriété dans d'autres domaines (ou par un endettement plus rapide). Quant aux gains d'efficacité, ils doivent s'accompagner d'une évolution des habitudes, sans quoi ils risquent de provoquer une hausse de la consommation – ce que l'on appelle un « effet rebond » – qui annulerait une bonne partie des bénéfices.

Technologies, efficacité et sobriété, tout cela doit nécessairement aller ensemble pour que la situation s'améliore¹³.

J'emploie donc le plus souvent le mot « sobriété » au sens large, mais je considère qu'il implique bel et bien une transformation réelle

12. Un changement qui affecte « tant les individus et leurs motivations, que toutes sortes de dispositifs : institutionnels (politiques, économiques, voire spirituels) et matériels (dispositifs techniques et infrastructures) » (Dominique Bourg et Philippe Roch (éd.), *Sobriété volontaire*, Genève, Labor et Fides, 2012, p. 12).

13. « Il ne s'agit pas [...] d'opposer frontalement la sobriété et la technologie. La première interroge surtout la manière d'utiliser la seconde [...] » (Fabrice Boissier, « Une France zéro carbone en 2050 », *The Conversation*, 30/11/2021).

de nos modes de vie. Autrement dit, je ne crois pas à « l'existence de solutions techniques (efficacité et renouvelables) qui permettraient une adaptation indolore à la finitude, sans questionnement significatif du confort énergétique ¹⁴ ».

Concrètement, que trouve-t-on derrière cet effort de sobriété ? À l'échelle de la collectivité – ce qui ne tranche pas les enjeux essentiels de répartition entre groupes sociaux –, cela se traduit par de multiples actions : consommer moins d'énergie, électrifier les usages, mieux recycler, mais aussi conserver nos équipements plus longtemps, utiliser des véhicules moins surdimensionnés, réviser à la baisse nos besoins de déplacement, favoriser les appareils *low tech*, adopter une alimentation moins carnée et plus locale, acheter davantage de biens d'occasion, privilégier la qualité sur la quantité et moins gaspiller ¹⁵.

Si je précise régulièrement dans cet ouvrage « sobriété *matérielle* » et « baisse du volume de consommation *matérielle* », c'est pour rappeler que la sobriété n'implique pas une diminution de toutes les activités, loin de là. Moins de combustibles fossiles et de métaux, cela ne veut pas dire moins de services et d'interactions sociales ; et si l'on parle de secteurs en déclin, il y aura aussi en parallèle de nouvelles opportunités dans les domaines de l'industrie locale, de l'occasion, de la réparation, des technologies résistantes, des mobilités alternatives, et ainsi de suite.

Dans le cas d'un pays désindustrialisé comme la France, la sobriété peut très bien être bénéfique à l'activité économique. Acheter un t-shirt fabriqué en France à 39 euros plutôt que trois t-shirts à 13 euros produits en Asie représente un véritable effort en matière de consommation, mais, outre le bénéfice environnemental, cela crée davantage d'emploi et de valeur ajoutée dans le pays, c'est-à-dire davantage de rémunérations et de rentrées fiscales.

En définitive, une perspective de sobriété constitue une vraie alternative aux politiques en place.

Une alternative *crédible* dans la mesure où elle prend réellement au sérieux un fait majeur : nous vivons au-dessus de nos moyens. Et une alternative *désirable*, car, au prix d'un effort commun, elle nous mettrait enfin en position de répondre aux difficultés qui s'amoncellent : inégalités, transition écologique non entamée, contraintes sur le pouvoir d'achat, désindustrialisation, manque de financement des administrations publiques et absence de projet collectif d'ampleur.

14. Luc Semal, Mathilde Szuba et Bruno Villalba, « "Sobriétés" (2010-2013) », *Nature Sciences Sociétés*, vol. 22, 2014/4, p. 357.

15. Barbara Nicoloso répertorie plusieurs espèces de sobriété : la sobriété énergétique, la sobriété matérielle, la sobriété structurelle, la sobriété d'usage, la sobriété organisationnelle et la sobriété collaborative (*Petit traité de sobriété énergétique*, Paris, Éditions Charles Léopold Mayer, 2021, p. 75-76).

Mon texte se divise en dix chapitres. Je commence par présenter plus en détail les impasses des politiques de compétitivité et l'alternative que j'envisage (1), puis je reviens sur les réticences des gouvernants actuels à changer de cap (2). Dans le chapitre suivant, j'expose les contraintes écologiques qui nous imposent un horizon de sobriété (3). Enfin, j'analyse deux éléments essentiels de notre conjoncture : le déséquilibre croissant entre classes sociales (4) et la préoccupation pour le pouvoir d'achat (5).

Vient ensuite la présentation des principaux aspects de l'alternative que je défends : la dimension collective de l'effort de sobriété (6), la manière de parvenir à un plein-emploi de qualité (7), l'enjeu d'une relocalisation d'activités industrielles (8), la situation de nos finances publiques (9) et, pour terminer, quelques problèmes de répartition (10).

On ne fait jamais le tour d'un sujet, mais j'espère quand même en avoir dit suffisamment pour montrer que la sobriété peut être gagnante, dans la mesure où elle ouvre, pour la France, une perspective politique à la fois crédible et désirable.